

# *Sources et méthodes*

## Fichier Localisé Social et Fiscal

Le dispositif « Fichier Localisé Social et Fiscal » (Filosofi) remplace les anciens dispositifs « Revenus fiscaux localisés » (RFL) et « Revenus disponibles localisés » (RDL). Sa principale valeur ajoutée est d'effectuer de façon nouvelle un rapprochement des fichiers fiscaux et sociaux, ce qui permet une estimation plus précise des prestations réellement perçues par les ménages à des niveaux locaux fins. Le dispositif Filosofi permet désormais une observation du revenu disponible des ménages (ce dont ils disposent au cours d'une année pour consommer et épargner) à un niveau territorial plus fin que le département, jusqu'à la commune et bientôt à l'échelon infra-communal. Au niveau national, l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS) reste la source de référence pour l'observation du revenu disponible, des inégalités de niveaux de vie et de la pauvreté.

Octobre 2015

# Sommaire

1	Présentation de la source.....	4
2	Les objectifs du dispositif Filosofi.....	4
3	Les différences avec les dispositifs existants.....	5
3.1	Différences RFL et RDL.....	5
3.2	Les différences avec ERFS.....	6
4	Les données fiscales et sociales fournies à l'Insee.....	6
4.1	Les données fournies par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).....	6
4.1.1	Le fichier des déclarations de revenus : POTE.....	6
4.1.2	Le fichier de la Taxe d'Habitation : PLFC.....	7
4.1.3	Le fichier d'imposition des personnes : FIP.....	7
4.2	Les données sociales utilisées.....	7
4.2.1	La source Cnaf.....	7
4.2.2	La source Cnav.....	7
4.2.3	La source CCMSA famille.....	7
4.2.4	La source CCMSA vieillesse.....	8
5	Concepts et définitions.....	8
5.1	Ménage fiscal.....	8
5.1.1	Cas des décès.....	8
5.1.2	Cas des enfants majeurs rattachés fiscalement à leurs parents.....	8
5.1.3	Cas des structures collectives.....	9
5.1.4	Cas des enfants et petits-enfants en garde alternée.....	9
5.2	Référent fiscal.....	9
5.3	Les différents concepts de revenus.....	10
5.4	Revenu déclaré.....	10
5.4.1	Revenus d'activités salariées.....	10
5.4.2	Indemnités de chômage.....	11
5.4.3	Revenus d'activités non salariées.....	11
5.4.4	Pensions, retraites et rentes.....	11
5.4.5	Autres revenus (essentiellement des revenus du patrimoine).....	11
5.4.6	Cas particulier des zones frontalières pour les revenus de l'étranger.....	12
5.5	Le revenu disponible.....	12
5.6	Le revenu (déclaré ou disponible) par unité de consommation.....	12
5.7	La pauvreté monétaire relative.....	13
5.8	Les prestations sociales.....	13
5.8.1	Les prestations familiales.....	13
5.8.2	Les minima sociaux.....	15
5.8.3	Les aides au logement.....	15
6	Indicateurs de distribution.....	16
6.1	Médiane.....	16
6.2	Quartiles.....	16
6.3	Écart interquartile.....	16
6.4	Déciles.....	17
6.5	Rapport interdécile.....	17
6.6	Indice de Gini.....	17
6.7	Le ratio S80/S20.....	17
6.8	Seuil de bas revenus déclarés et seuil de pauvreté.....	18
6.9	Taux de bas revenus déclarés et taux de pauvreté.....	18

6.10	L'intensité des bas revenus déclarés et l'intensité de la pauvreté.....	18
6.11	L'indice de Sen des bas revenus déclarés ou de la pauvreté.....	18
6.12	Part des ménages imposés (en %)......	19
<b>7</b>	<b>Indicateurs de structure.....</b>	<b>19</b>
7.1	Part des traitements et salaires (en %)......	19
7.2	Part des indemnités de chômage (en %)......	20
7.3	Part des pensions, retraites et rentes (en %)......	20
7.4	Part des revenus d'activités non salariées (en %)......	20
7.5	Part des autres revenus ou part des revenus du patrimoine (en %)......	20
7.6	Part des prestations sociales (en %)......	21
7.7	Part des prestations familiales (en %)......	21
7.8	Part des minima sociaux (en %)......	21
7.9	Part des prestations logement (en %)......	21
7.10	Part des impôts (en %)......	21
<b>8</b>	<b>Les variables sociodémographiques.....</b>	<b>21</b>
8.1	Les tranches d'âge du référent fiscal.....	22
8.2	La taille du ménage.....	22
8.3	Le statut d'occupation du logement.....	22
8.4	Le type de ménage.....	22
8.5	L'origine principale des revenus déclarés.....	23
<b>9</b>	<b>Diffusion supracommunale.....</b>	<b>23</b>
9.1	Les zonages diffusés.....	23
9.2	Les seuils de diffusion.....	23
<b>10</b>	<b>Aide à l'analyse.....</b>	<b>24</b>
<b>11</b>	<b>Mise à disposition des données.....</b>	<b>24</b>
<b>12</b>	<b>Indicateurs et sources sur les revenus et la pauvreté.....</b>	<b>25</b>
12.1	ANNEXE : particularités territoriales.....	28

## 1 Présentation de la source

Il existait jusqu'ici trois sources sur lesquelles reposait la connaissance des revenus des ménages français.

- L'enquête ERFS (Enquête Revenus Fiscaux et Sociaux) est considérée comme la source de référence dans ce domaine mais n'est disponible qu'à un niveau national.
- Le dispositif Revenus Fiscaux Localisés (RFL) permet l'observation des revenus des ménages à tous les échelons géographiques (infra-communal, communal et supra-communal), pour les millésimes de revenus 2001 à 2011. L'observation porte sur le revenu annuel déclaré par les ménages à l'administration fiscale, avant tout abattement fiscal : ce concept de revenu ne tient en particulier pas compte des prestations sociales éventuellement perçues par les ménages, des revenus du patrimoine qui ne sont pas à déclarer à l'administration fiscale ni des impôts payés par les ménages.
- Le dispositif Revenus Disponibles Localisés (RDL) permet l'observation des revenus disponibles des ménages, par régions et par départements, pour les millésimes de revenus 2004, puis 2006 à 2011. Dans ce dispositif, les prestations sociales sont imputées sur barème, ce qui ne permet pas de localiser finement le non recours aux prestations, et interdit la diffusion à des niveaux géographiques plus fins que le département.

Le dispositif Fichier Localisé Social et Fiscal (FiLoSoFi) remplace les dispositifs RFL et RDL. Il permet désormais l'observation du revenu disponible des ménages à tous les échelons géographiques, communaux et supra-communaux, et bientôt également à l'infra-communal.

Au niveau national, l'enquête ERFS reste la source de référence pour l'observation des inégalités de niveau de vie et de la pauvreté. L'ERFS contient des informations sociodémographiques issues de l'enquête Emploi de l'Insee et permet ainsi de décliner les indicateurs d'inégalité des niveaux de vie et de pauvreté selon des critères variés : âge et catégorie socioprofessionnelle des personnes composant le ménage, activité au sens du BIT (Bureau international du travail) de ces personnes, taille du ménage, etc.

## 2 Les objectifs du dispositif Filosofi

Le dispositif Filosofi a été mis en œuvre afin de permettre, de façon nouvelle, une observation du revenu disponible des ménages aux échelons géographiques infra-départementaux.

Les données issues de Filosofi proviennent du rapprochement des données fiscales (les déclarations de revenus des personnes physiques, la taxe d'habitation et le fichier d'imposition des personnes) fournies à l'Insee par la Direction générale des finances publiques (DGFIP) et des données sur les prestations sociales émanant des principaux organismes gestionnaires de ces prestations : la caisse nationale des allocations familiales (Cnaf), la caisse nationale assurance vieillesse (Cnav) et la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA).

L'exploitation conjointe de ces sources permet de reconstituer un revenu déclaré (avant redistribution et imputation des revenus financiers non déclarés) et un revenu disponible (après redistribution et imputation des revenus financiers non déclarés) avec une estimation plus précise des prestations réellement perçues à des niveaux locaux fins, jusqu'à la commune et prochainement à des niveaux infracommunaux. Les statistiques sont produites sur la France métropolitaine. Les données sur deux départements de l'outre-mer (Dom) : La Réunion et la Martinique, ne sont pas encore disponibles et devraient l'être bientôt.

Un millésime Filosofi est élaboré à partir des revenus qui sont déclarés l'année suivante et de la taxe d'habitation au 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant le millésime de revenus : il traite les données fiscales concernant plus de 40 millions de foyers fiscaux.

Le champ couvert est celui des ménages fiscaux dit « ordinaires », c'est-à-dire ayant rempli au moins une déclaration de revenus et imposables au titre de la taxe d'habitation. Les personnes vivant dans des structures collectives (maisons de retraite, communautés religieuses, cités universitaires, prisons, etc.) ainsi que des personnes les plus en difficultés, qui vivent en logement précaire (foyers de travailleurs, etc.), ou sont sans domicile fixe ou sans-abris ne sont pas retenus dans le champ de Filosofi. Ce champ comprend plus de 26 millions de ménages fiscaux ordinaires.

Les indicateurs produits permettent de décrire la distribution des revenus déclarés d'une part et des revenus disponibles d'autre part, la composition de ces revenus, les inégalités et la pauvreté. Il s'agit des indicateurs usuels d'analyse de la distribution des revenus (nombres, quartiles, déciles, médiane, etc. des revenus par unité de consommation), d'indicateurs de pauvreté (taux de pauvreté, intensité de la pauvreté, etc..) et d'indicateurs de structure des revenus (part des salaires, pensions, retraites, rentes, etc. dans le revenu fiscal et part des prestations sociales etc. dans le revenu disponible [cf. détail pages 19]). Ces indicateurs sont disponibles sur l'ensemble de la population du champ Filosofi ainsi que sur certaines sous-populations.

Les indicateurs portant sur les revenus déclarés sont calculés sur le champ des ménages dont le revenu déclaré est positif ou nul.

Les indicateurs portant sur les revenus disponibles sont calculés sur le champ des ménages dont le revenu disponible est positif ou nul.

## 3 Les différences avec les dispositifs existants

### 3.1 Différences RFL et RDL

Le dispositif Filosofi remplace et améliore les anciens dispositifs RFL et RDL. Différents changements sont intervenus dans les traitements mis en œuvre, le champ retenu pour la diffusion, les concepts retenus. Ils sont décrits ci-dessous.

La principale amélioration réside dans le fait que désormais les fichiers fiscaux sont rapprochés des fichiers sociaux pour permettre une estimation plus précise des prestations réellement perçues (dans RDL les prestations étaient totalement imputées sur barème et calées sur les totaux distribués des CAF). L'Insee reçoit de la CCMSA les montants annuels des prestations légales de la branche vieillesse et de la branche famille pour les personnes relevant du régime agricole. La Cnaf fournit le fichier exhaustif des prestations sociales versées en décembre. La Cnav fournit également un fichier exhaustif contenant les montants des prestations vieillesse perçues en décembre avec les dates de début et de fin de droit. Les prestations versées sur l'année sont ensuite recalculées à l'aide des informations contenues dans les fichiers Cnaf et Cnav, en utilisant pour certaines prestations versées par la Cnaf le fichier exhaustif de décembre de l'année précédente.

Dans Filosofi, comme dans RDL, pour le calcul du revenu disponible, les revenus financiers non soumis à déclaration sont imputés selon un modèle construit à partir de l'enquête Patrimoine de l'Insee : une probabilité de détention puis un montant de détention de 7 produits financiers (livrets exonérés, LEP, livrets jeune, CEL, PEL, assurances-vie et PEA) sont estimés en fonction d'un certain nombre de caractéristiques observables du ménage (revenus, âge, situation familiale...). Les montants détenus sont calés sur les masses d'encours fournies par la Banque de France ou la Comptabilité Nationale.

Contrairement à ce qui était fait dans les anciens dispositifs RFL et RDL, les revenus déclarés d'assurance-vie font désormais l'objet d'un traitement spécifique afin d'être annualisés et sont réintégrés ensuite dans les « revenus financiers imputés ». Ils sont donc pris en compte dans le revenu disponible mais pas dans le revenu déclaré. Auparavant, dans les anciens dispositifs, le revenu déclaré incluait les revenus d'assurance-vie déclarés et il n'y avait pas de traitement spécifique réalisé pour ces revenus avant de reconstituer un revenu disponible.

Le champ de Filosofi diffère également légèrement de celui de RFL et RDL par le fait que les ménages ayant déclaré des revenus une des deux années précédentes (N-1 ou N-2), mais n'ayant pas déclaré de revenu l'année en cours (N), ne sont plus retenus, alors qu'ils l'étaient dans RFL et RDL. Inversement, le dispositif prend en compte, de façon nouvelle par rapport aux dispositifs RFL et RDL les ménages faisant leur déclaration de revenu dans le département où se trouve leur résidence secondaire (ces ménages sont localisés à l'adresse de leur résidence secondaire).

Les indicateurs portant sur le revenu déclaré sont désormais produits sur le champ des ménages dont le revenu déclaré est positif ou nul (dans RFL ils étaient calculés sans restriction de champ). Ainsi certains indépendants déclarant parfois des revenus négatifs sont exclus du champ.

Les indicateurs sur le revenu disponible sont désormais produits sur le champ des ménages dont le revenu disponible est positif ou nul (dans RDL, ils étaient calculés sur le champ des ménages dont le revenu déclaré est positif ou nul).

## 3.2 Les différences avec ERFS

Filosofi est le résultat d'un appariement entre fichiers administratifs (fiscaux et sociaux). ERFS est le résultat d'un appariement entre une enquête (l'enquête emploi) et les fichiers administratifs sociaux et fiscaux. Filosophi est donc une source exhaustive, contrairement à ERFS. Par contre, lors de l'enquête emploi, l'Insee recueille de nombreuses informations sur les ménages enquêtés et les individus qui le composent. Dans Filosophi, les caractéristiques comme la catégorie socioprofessionnelle ne sont pas connues pour les individus et le ménage est construit à partir des éléments qui sont à disposition dans les sources.

Le champ porte dans les deux cas sur les ménages "ordinaires" (hors sans abris et structures collectives) mais dans le cas de Filosophi il s'agit des ménages fiscaux, et dans le cas d'ERFS des ménages au sens classique de l'Insee, c'est-à-dire l'ensemble des personnes résidant dans le même logement; de plus les ménages étudiants sont exclus d'ERFS.

Le calcul des prestations sociales est différent entre FILOSOFI et ERFS. Dans ERFS on récupère les prestations versées par la Cnaf exhaustives sur l'année pour l'échantillon de l'enquête emploi sur lequel est réalisé ERFS. Dans Filosophi, on récupère les prestations du mois de décembre de la Cnaf et la Cnav ce qui nécessite de reconstituer par extrapolation les prestations sur l'année pour celles relevant de la Cnav et la Cnaf.

Le champ de diffusion des indicateurs est légèrement différent également: dans ERFS: les indicateurs sont diffusés sur le champ des ménages dont le revenu déclaré est positif ou nul. Dans Filosophi, les indicateurs de revenu déclaré sont diffusés sur le champ des ménages dont le revenu déclaré est positif ou nul, et les indicateurs de revenu disponibles sont diffusés sur le champ des ménages dont le revenu disponible est positif ou nul.

La méthode d'imputation des revenus financiers est légèrement différente: c'est le même modèle explicatif qui est utilisé mais il est probabiliste dans le cas d'ERFS et déterministe dans le cas de FILOSOFI. En outre certaines variables explicatives présentes dans ERFS et utilisées dans le modèle national ne sont pas disponibles dans FILOSOFI.

La méthode d'imputation des montants de CSG et CRDS est légèrement différente : c'est le même principe qui consiste à appliquer des taux moyens par catégorie de revenu et décile de revenus, mais dans ERFS on applique des taux sur les revenus individuels tandis que dans Filosophi on applique des taux sur les revenus agrégés au niveau du foyer fiscal.

La méthode de traitement des décès est différente : dans ERFS on agrège les déclarations avant et après événement quand on retrouve les deux, dans Filosophi on estime les revenus annuels à partir de la déclaration après événement uniquement.

## 4 Les données fiscales et sociales fournies à l'Insee

### 4.1 Les données fournies par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP)

#### 4.1.1 Le fichier des déclarations de revenus : POTE

Le **fichier** des déclarations de revenus (le permanent des occurrences de traitement des émissions, nommé **POTE**) contient les données relatives aux déclarations des revenus de l'année (les formulaires 2042 et 2042C) transmises par les contribuables à la DGFIP au printemps de l'année suivante. Ce fichier répertorie des foyers fiscaux. Utilisé seul, il permet seulement de reconstituer des

indicateurs par foyer fiscal et par personne (en dénombrant les personnes inscrites sur une même déclaration fiscale).

On en extrait les observations correspondant aux déclarations des personnes physiques. Un filtre sur l'année de revenu permet d'éviter tout double compte.

#### 4.1.2 Le fichier de la Taxe d'Habitation : PLFC

**Le fichier de la taxe d'habitation** (le permanent local foncier commun, nommé **PLFC**) liste les redevables reliés à un local soumis à la taxe d'habitation (TH). On dispose ici de l'état du fichier PLFC au 1er janvier de l'année suivant le millésime de revenus. Le fichier recense les personnes reliées à des locaux de différentes natures : logements taxés au titre de résidence principale ou secondaire, autres locaux taxés séparément tels que parkings, garages ou caves.

On en extrait les observations correspondant aux redevables TH reliés à des logements taxés en résidence principale ou secondaire, car il existe des foyers qui déclarent des revenus dans le département de leur résidence secondaire.

Dans ce fichier, le « redevable TH » est identifié de la même manière que le foyer fiscal qu'il constitue dans le fichier POTE, et il est relié au numéro du logement pour lequel il est taxé. Ces logements permettent donc le passage de la notion de foyer fiscal à la notion de **ménage fiscal**.

#### 4.1.3 Le fichier d'imposition des personnes : FIP

**Le fichier d'imposition des personnes**, nommé **FIP**, contient les données personnelles (nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse,...) de chaque redevable (connu au sens de POTE et PLFC). Ces données servent pour l'appariement avec les fichiers sociaux.

Il est également exploité pour aider à la géolocalisation des adresses afin de produire des statistiques locales infra communales.

## 4.2 Les données sociales utilisées

Les données relatives aux prestations sociales sont récupérées auprès des principaux organismes gestionnaires : la Cnaf, la Cnav et la CCMSA.

Les aides locales (prestations versées par les mairies, associations, etc.) ne sont pas prises en compte dans le dispositif Filosofi.

### 4.2.1 La source Cnaf

Le fichier de la Cnaf contient l'ensemble des allocataires de la Cnaf présents au cours des 6 derniers mois de l'année ainsi que leur situation au 31 décembre. Le fichier décrit à la fois leur situation familiale, à savoir leur identité, l'identité de leur conjoint et les enfants éventuels, et leur situation vis-à-vis de la Caf, à savoir leurs droits aux différentes prestations. Pour chaque prestation, on dispose d'une indicatrice de droit et, pour certaines prestations ou groupes de prestations, on détient le montant théorique versé en décembre.

### 4.2.2 La source Cnav

Le fichier de la Cnav contient l'ensemble des allocataires de la Cnav au cours de l'année, y compris les personnes décédées au cours de l'année. Le fichier décrit à la fois leur identité et leurs droits aux différentes prestations. Pour chaque prestation, on dispose d'une indicatrice de droit, de la date de début du droit et du montant versé en décembre.

### 4.2.3 La source CCMSA famille

Le fichier de la CCMSA de la branche famille contient l'ensemble des allocataires de la CCMSA pour la branche famille au cours de l'année. Le fichier décrit à la fois leur identité et leurs droits aux différentes prestations. Pour chaque allocataire, on dispose, par semestre, pour les prestations dont il

a bénéficié, des dates de début et fin de droit et du dernier montant mensuel versé au cours du semestre.

#### 4.2.4 La source CCMSA vieillesse

Le fichier de la CCMSA de la branche vieillesse contient l'ensemble des allocataires de la CCMSA pour la branche vieillesse au cours de l'année. Le fichier décrit à la fois leur identité et leurs droits aux différentes prestations. Pour chaque allocataire on dispose, pour les prestations dont il a bénéficié, du montant versé au cours de l'année.

## 5 Concepts et définitions

### 5.1 Ménage fiscal

Un ménage fiscal est constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement (hors logement collectif). Son existence, une année donnée, tient au fait que coïncident une déclaration indépendante de revenus (dite déclaration n°2042) et l'occupation d'un logement connu à la taxe d'habitation (TH). C'est donc l'appariement des fichiers fiscaux POTE et PLFC qui permet de constituer des ménages fiscaux.

Par exemple, un couple de concubins vivant ensemble, où chacun remplit sa propre déclaration de revenus constitue un seul ménage fiscal parce qu'ils sont répertoriés dans le même logement, même s'ils constituent deux contribuables distincts au sens de l'administration fiscale. Les couples de concubins sont donc traités de la même façon qu'un couple marié ou pacsé.

Sont absents ou exclus des ménages fiscaux :

- les contribuables vivant en collectivité (foyers de travailleurs, maisons de retraite, maisons de détention...),
- les sans-abri.

Le concept de « ménage fiscal » est à distinguer du concept de ménage, au sens Insee du terme. Un ménage au sens habituel des enquêtes de l'Insee désigne l'ensemble des occupants d'un même logement. Il comprend des personnes présentes dans le ménage mais absentes des déclarations fiscales. Ce sont notamment des personnes majeures qui ne sont pas reliées fiscalement au ménage (mais éventuellement à un autre ménage) : jeunes filles au pair, étudiants dans des chambres louées, membres de la famille hébergés mais non répertoriés au sens fiscal. Par ailleurs, il y a des personnes rattachées fiscalement au ménage fiscal mais ne faisant pas systématiquement partie du ménage au sens de l'Insee. Ce sont notamment des jeunes ou des étudiants de moins de 25 ans ne résidant pas chez leurs parents.

#### 5.1.1 Cas des décès

Dans la déclaration de revenus, les foyers concernés par le décès d'un des conjoints, établissent deux déclarations partielles, une avant et l'autre après l'événement. La déclaration après événement du conjoint survivant est conservée et les revenus indiqués sur cette déclaration sont proratisés sauf s'il s'agit d'un décès en décembre. Ainsi seuls les ménages contenant un foyer ayant connu un décès du conjoint au mois de décembre de l'année de référence sont encore exclus du champ.

#### 5.1.2 Cas des enfants majeurs rattachés fiscalement à leurs parents

Les règles fiscales autorisent les parents à rattacher leurs enfants majeurs ou mariés sur leur propre déclaration de revenus s'ils sont âgés de moins de 21 ans quelle que soit leur situation, ou s'ils sont âgés de moins de 25 ans et poursuivent leurs études ou s'ils sont handicapés quel que soit leur âge.

Les enfants majeurs rattachés à la déclaration fiscale de leurs parents peuvent occuper un logement indépendant. Par défaut, ils sont pourtant inclus dans le ménage de leurs parents.

En effet, la situation familiale, décrite dans la déclaration de revenus des parents, ne permet pas de repérer le fait que les enfants majeurs, comptés fiscalement à charge, occupent ou



non le même logement que leurs parents. Par conséquent, si ces enfants, majeurs ou mariés, occupent un autre logement, leur inexistence, en tant que foyer fiscal, entraîne l'impossibilité de les créer en tant que ménage fiscal. Cette situation concerne essentiellement des étudiants. Par comparaison avec le recensement de la population, cela génère une sous-estimation du nombre de ménages et d'habitants des villes étudiantes et une surestimation de la taille des ménages des parents.

En terme d'évaluation des niveaux de revenus des ménages, cela apparaît en revanche cohérent dans la mesure où ces étudiants sont effectivement à la charge de leur famille.

#### Remarque

*La situation fiscale des enfants majeurs, décrite précédemment, n'est pas la seule possible. En effet, les parents, qui subviennent aux besoins de leurs enfants majeurs, ont également la possibilité de ne plus les compter à charge mais de déduire de leurs revenus les pensions alimentaires versées. Les enfants majeurs, qui bénéficient de ces pensions, sont alors tenus de les déclarer en leur nom. S'ils occupent, de surcroît, un logement indépendant, ils deviennent alors des « ménages fiscaux » à part entière.*

Du fait d'une telle définition, il apparaît primordial de marquer la différence conceptuelle par rapport au ménage classique au sens Insee en utilisant cette appellation de « ménage fiscal ».

### **5.1.3 Cas des structures collectives**

Les personnes vivant en structure collective (maisons de retraite, cités universitaires, foyers, communautés religieuses, centres d'hébergement, casernes, établissements militaires et autres collectivités) constituent une population particulière, difficile à appréhender dans les fichiers fiscaux et donc exclue des statistiques produites.

Certains ménages constitués dans Filosofi sont considérés comme des structures collectives, et donc exclus du champ. Il s'agit des ménages qui sont composés de plus de 6 ou 10 foyers fiscaux suivant le type de taxation. Sont également exclus, d'une manière différente, les résidents des foyers Adoma.

### **5.1.4 Cas des enfants et petits-enfants en garde alternée**

Les enfants et petits-enfants en garde alternée peuvent être déclarés sur chacune des déclarations de leurs parents ou grands-parents. Ils comptent pour 0,5 dans chacun des deux logements où ils résident. Le nombre de personnes dans le ménage n'est donc pas obligatoirement un entier.

## **5.2 Référent fiscal**

La notion de « référent fiscal » se substitue à celle de personne de référence pour les ménages classiques au sens Insee.

Au sein d'un ménage fiscal, les données disponibles ne permettent pas d'identifier la personne de référence de la même manière qu'au recensement de la population.

Par défaut, on établit alors la notion de « référent fiscal » dont les caractéristiques sont celles du contribuable identifié en tant que payeur de la Taxe d'Habitation au sein du ménage fiscal reconstitué.

## 5.3 Les différents concepts de revenus

Concept	Définition	Composantes	Source(s)
Revenu déclaré	C'est le revenu porté sur le formulaire n° 2042	Somme des différents types de revenus déclarés, nets de cotisations sociales	Déclarations fiscales
Revenu déclaré par UC	C'est un revenu déclaré qui tient compte de la composition du ménage	Revenu déclaré divisé par le nombre d'unités de consommation	
Revenu disponible	C'est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner	Revenu déclaré du ménage	Déclarations fiscales
		+ Prestations sociales	Données Cnaf, Cnav, MSA
		+ Revenus financiers non déclarés	Imputations
		- Impôts	Déclarations fiscales et calcul sur barème
Niveau de vie	C'est un revenu qui tient compte de la composition du ménage	Revenu disponible divisé par le nombre d'unités de consommation	

## 5.4 Revenu déclaré

Le revenu déclaré correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, avant tout abattement. Le concept de revenu déclaré retenu dans Filosofi est un peu différent de celui de l'ancien dispositif Revenus fiscaux localisés (RFL) : les cases de la déclaration fiscale concernant les revenus déclarés d'assurance-vie sont désormais exclues du revenu déclaré, car il s'agit de revenus exceptionnels cumulés sur plusieurs années. Ces revenus déclarés d'assurance-vie font l'objet d'un traitement spécifique afin d'être annualisés et sont réintégrés dans les revenus financiers imputés : ils sont inclus dans le revenu disponible mais pas dans le revenu déclaré.

Le revenu déclaré comprend ainsi les revenus d'activité salariée, les pensions d'invalidité, les rentes viagères et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), les revenus d'activités non salariées (bénéfices), la plupart des revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage (hors RSA et autres prestations sociales).

Le revenu déclaré est ventilé en **cinq grandes catégories** :

- les revenus d'activités salariées,
- les indemnités de chômage,
- les revenus des activités non salariées (bénéfices ou pertes),
- les pensions, retraites et rentes,
- les autres revenus (essentiellement des revenus du patrimoine).

### 5.4.1 Revenus d'activités salariées

Les revenus d'activités salariées comprennent :

- les traitements, salaires, les salaires d'associés, la rémunération des gérants et associés (nets de cotisations sociales mais y compris les CSG et CRDS non déductibles) ;
- la rémunération des heures supplémentaires et complémentaires y compris la majoration des salaires ;
- les allocations perçues en cas de chômage ;
- les droits d'auteur ;

- les avantages en nature ;
- les indemnités journalières de maladie ;
- certaines allocations de préretraite ;
- les revenus perçus de l'étranger par des résidents en France (ces revenus sont assimilés à des salaires bien qu'ils puissent en réalité correspondre à une autre catégorie de revenus : la déclaration de revenus ne permet pas de les distinguer).

#### 5.4.2 Indemnités de chômage

Les indemnités de chômage sont un sous-ensemble des revenus d'activités salariées.

#### 5.4.3 Revenus d'activités non salariées

Il s'agit des bénéfices nets de déficits et hors plus-values des indépendants. Ils comprennent les trois catégories suivantes :

- bénéfices agricoles (BA),
- bénéfices industriels et commerciaux professionnels (BIC),
- bénéfices non commerciaux professionnels (BNC).

*Remarques :*

*Les indépendants relevant du régime **micro-entreprise** pour les BIC et du régime déclaratif spécial pour les BNC reportent, sur la déclaration, le montant hors taxes du chiffre d'affaires ou des recettes. Dans ce cas, on applique les abattements fiscaux mis en place par le législateur pour obtenir un concept de bénéfice fiscal imposable. Pour les autres régimes, c'est un bénéfice net de déficit qui est reporté.*

*Les revenus déclarés par les indépendants tiennent compte de l'abattement de 10 % pour frais professionnels qui s'applique aux salaires. Par contre, les salaires déclarés sur la déclaration de revenus le sont avant abattement.*

#### 5.4.4 Pensions, retraites et rentes

Les revenus de la catégorie « pensions, retraites et rentes » comprennent :

- les pensions, rentes, allocations de retraite et de vieillesse ;
- les pensions, allocations et rentes d'invalidité ;
- les avantages en nature ;
- les rentes viagères à titre gratuit (reçues en vertu d'un acte de donation ou d'un testament) ;
- les pensions alimentaires nettes (les pensions versées sont soustraites des pensions perçues) ;
- les rentes viagères à titre onéreux (une fraction des rentes viagères perçues en contrepartie d'une somme d'argent versée ou de la transmission d'un bien, rentes allouées en dommages-intérêts par décision de justice).

#### 5.4.5 Autres revenus (essentiellement des revenus du patrimoine)

La catégorie « autres revenus » comprend essentiellement des revenus du patrimoine :

- les revenus de valeurs et capitaux mobiliers imposables au titre de l'impôt sur le revenu ainsi que les produits de placement soumis à prélèvement libératoire indiqués sur la déclaration de revenus (ce qui exclut les revenus défiscalisés comme le livret A et une partie des produits de placements soumis à prélèvement forfaitaire libératoire) ;
- les revenus fonciers nets (loyers, fermages, parts de Société Civile Immobilière, affichage) ;
- les revenus accessoires : il s'agit des bénéfices industriels et commerciaux (BIC) non professionnels, des bénéfices non commerciaux non professionnels, des recettes brutes de locations meublées non professionnelles et des brevets d'inventeurs non professionnels.

**Remarques :**

*Les plus-values et gains divers (y compris les plus-values des activités non salariées) ne sont pas pris en compte car ils ne constituent pas un élément de revenu au sens de la comptabilité nationale, et ils sont en général rares.*

*Les revenus exceptionnels ou différés à imposer selon le système du quotient sont également exclus.*

#### **5.4.6 Cas particulier des zones frontalières pour les revenus de l'étranger**

Dans les zones frontalières, on interprétera les résultats avec prudence, en ayant recours notamment à la consultation des accords fiscaux en vigueur vis-à-vis des pays concernés (existence d'une convention entre la France et le pays concerné ; des renseignements précis pourront être apportés par la Direction Régionale des Finances Publiques).

On remarque que certaines zones frontalières présentent un premier décile de revenu par unité de consommation (UC) nul ou particulièrement faible. Si ces zones ne présentent pas a priori une forte population « défavorisée », cela peut révéler la présence dans ces zones de travailleurs frontaliers dont la déclaration de revenus ne mentionne pas leurs revenus perçus et imposés à l'étranger (bien qu'une rubrique de la déclaration soit spécifiquement prévue pour ces revenus, non imposés en France mais pris en compte pour le calcul du taux effectif d'imposition).

### **5.5 Le revenu disponible**

Le revenu disponible est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner. Il comprend le revenu déclaré (revenus d'activité, indemnités de chômage, retraites et pensions et certains revenus du patrimoine), les revenus financiers non soumis à déclaration imputés par l'Insee (livrets exonérés, PEA, LEP, CEL, PEL, produits d'assurance vie), les prestations sociales reçues (prestations familiales, minima sociaux et allocations logements) et la prime pour l'emploi. Au total de ces ressources, on déduit les impôts directs : impôt sur le revenu, taxe d'habitation, contribution sociale généralisée (CSG), contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) et autres prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine. La taxe foncière n'est pas prise en compte dans le calcul du revenu disponible.

### **5.6 Le revenu (déclaré ou disponible) par unité de consommation**

L'Insee définit le revenu par unité de consommation d'un ménage comme le revenu divisé par un coefficient, dénommé unités de consommation (UC), qui dépend de la taille et de l'âge des membres du ménage, pour tenir compte des économies d'échelle que procure la vie commune.

Ainsi le calcul du nombre d'unités de consommation (UC) d'un ménage est basé sur l'attribution à chaque personne d'un poids en rapport avec sa part supposée dans la consommation du ménage. L'échelle actuellement utilisée (dite de l'OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage ;
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ;
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

Le revenu par unité de consommation présente l'avantage de prendre en compte les diverses compositions des ménages et donc les économies d'échelle liées à la vie en groupe. Dans de nombreux cas, l'étude des revenus se place dans une problématique de comparaison des niveaux de revenu entre plusieurs zones ou d'analyse des inégalités de revenus entre les ménages au sein d'une zone. L'utilisation du revenu rapporté au nombre d'unités de consommation du ménage est alors préconisée car celui-ci devient un revenu par équivalent adulte, comparable d'un lieu à un autre et entre ménages de compositions différentes.

Le revenu déclaré par unité de consommation (UC) est le revenu déclaré du ménage rapporté au nombre d'unités de consommation qui le composent.

Le revenu disponible par unité de consommation (ou niveau de vie) est le revenu disponible du ménage rapporté au nombre d'unités de consommation qui le composent.

Diviser le revenu disponible par le nombre d'unités de consommation permet ainsi de comparer le revenu des ménages de tailles et compositions différentes. En effet, un célibataire ayant un revenu de 1 500 € par mois a un niveau de vie moins élevé qu'un couple de 2 personnes percevant chacune 1 500 €.

Alors que les revenus disponibles concernent le ménage, le niveau de vie représente ce dont dispose un individu pour vivre, compte tenu de la composition du ménage auquel il appartient. En effet, tous les individus d'un même ménage possèdent le même niveau de vie, celui du ménage dont ils font partie.

## 5.7 La pauvreté monétaire relative

Le **taux de pauvreté monétaire utilisé Filosofi** est défini comme la proportion d'individus ayant un niveau de vie inférieur à un certain seuil, le seuil de pauvreté. Lorsque ce seuil est calculé par rapport à la médiane de la distribution des niveaux de vie, on parle de pauvreté monétaire **relative**. Les seuils traditionnellement retenus par l'Insee et l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale sont fixés à 60 % ou à 50 % du niveau de vie médian, le seuil à 60 % étant privilégié en Europe et en France. C'est ce seuil qui est retenu dans Filosofi.

## 5.8 Les prestations sociales

Le rapprochement des fichiers fiscaux et sociaux permet une estimation précise des prestations réellement perçues par les ménages. L'Insee reçoit de la CCMSA les montants annuels des prestations légales de la branche vieillesse et de la branche famille pour les personnes relevant du régime agricole. La Cnaf et la Cnav fournissent le fichier exhaustif des prestations versées en décembre. Les prestations versées sur l'année sont ensuite reconstituées par extrapolation.

Les prestations sociales se classent en trois catégories :

- Les prestations familiales
- Les minima sociaux
- Les aides au logement

### 5.8.1 Les prestations familiales

Les prestations familiales du ménage correspondent au cumul des prestations familiales effectivement perçues par chaque allocataire, telles qu'elles apparaissent dans les fichiers sociaux de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA), ou reconstituées à partir des informations fournies par la caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Ce type de prestations regroupe des aides liées au jeune enfant ( le dispositif dénommé « Prestation d'accueil du jeune enfant » - Paje) :

- Prime à la naissance ou à l'adoption de la Paje ;
- Allocation de base de la Paje ;
- Complément de libre choix d'activité (CLCA) ;
- Complément optionnel de libre choix d'activité (COLCA) ;

et les prestations familiales suivantes :

- le dispositif « Prestation d'accueil du jeune enfant » (Paje)

- Allocation familiale (AF) ;
- Complément familial (CF) ;
- Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) ;
- Allocation de soutien familial (ASF) ;
- Allocation de rentrée scolaire (ARS)
- Allocation journalière de présence parentale (AJPP).

Le complément de libre choix du mode de garde de la Paje (CMG) qui est une aide visant à compenser le coût occasionné par l'emploi d'une assistante maternelle ou d'un(e) employé(e) de maison pour assurer la garde de l'enfant, n'est pas pris en compte dans le revenu disponible calculé dans Filosofi.

Les montants des prestations familiales considérées dans Filosofi sont nets de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS).

Les prestations liées au jeune enfant :

- **Allocation de base de la Paje** : elle aide à assurer les dépenses liées à l'éducation de jeunes enfants. Une personne peut en bénéficier si elle a un enfant de moins de trois ans né, adopté ou recueilli en vue d'une adoption. L'allocataire peut cumuler plusieurs allocations en cas de naissances multiples ou d'adoptions multiples simultanées.
- **Prime à la naissance ou à l'adoption** : elle permet de faire face aux premières dépenses liées à l'arrivée d'un enfant. Cette prime est attribuée sous conditions de ressources.
- **Complément de libre choix d'activité (CLCA)** : il concerne les parents qui veulent suspendre leur activité professionnelle ou la réduire pour s'occuper de leur enfant, et cela dès le premier enfant. Le CLCA se substitue à l'allocation parentale d'éducation (APE). Contrairement à l'ancienne prestation, on peut en bénéficier dès le premier enfant. Dès le 3e enfant, si le dernier-né adopté ou accueilli en vue d'adoption est arrivé au foyer à compter du 1er juillet 2006, les parents ont le choix entre le complément de libre choix d'activité (CLCA) et le **complément optionnel de libre choix d'activité (COLCA)**. Le COLCA est une allocation d'un montant plus élevé mais versée pendant une durée plus courte.

Les autres prestations familiales :

- **Allocations familiales (AF)** : elles sont attribuées aux familles pour contribuer aux dépenses occasionnées par l'entretien et l'éducation de leurs enfants à charge. La prestation concerne les familles assumant la charge de deux enfants ou plus âgés de moins de 20 ans. Les allocations familiales ne sont pas soumises à condition de ressources.
- **Complément familial (CF)** : il permet d'aider financièrement les familles nombreuses qui disposent de revenus modestes. Il est attribué sous conditions de ressources au ménage ou à la personne qui assume la charge d'au moins trois enfants de plus de 3 ans et de moins de 21 ans.
- **Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)** : elle remplace l'allocation d'éducation spéciale (AES) depuis le 1er janvier 2006. Elle est destinée à compenser les frais d'éducation et de soins apportés à un enfant handicapé de moins de 20 ans.
- **Allocation de soutien familial (ASF)** : elle permet d'aider le conjoint survivant ou le parent isolé ayant la garde d'un enfant et les familles ayant la charge effective et permanente d'un enfant orphelin. Elle est donc accordée (sans condition de ressources) à toute personne ayant la charge effective d'un enfant privé du soutien de l'un ou de ses deux parents (enfants orphelins de père et/ou de mère, enfants dont l'un au moins des parents se soustrait à son obligation d'entretien ou se trouve hors d'état d'y faire face durant au moins deux mois consécutifs).
- **Allocation de rentrée scolaire (ARS)** : elle est destinée aux familles les plus modestes pour les aider à assumer les frais liés à la scolarité de leurs enfants. Elle est attribuée (sous conditions de ressources) pour chaque enfant à charge scolarisé âgé de 6 ans minimum au 1er janvier de l'année qui suit celle de la rentrée scolaire et n'ayant pas atteint 18 ans révolus au 15 septembre de l'année de la rentrée scolaire.

L'Allocation journalière de présence parentale (AJPP) est attribuée au parent qui interrompt ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper d'un enfant (âgé de moins de 20 ans) gravement malade, accidenté ou handicapé. Elle est versée mensuellement, pour chaque jour de

congé, dans la limite de 22 jours par mois. Elle n'est pas pris en compte dans le revenu disponible calculé dans Filosofi.

## 5.8.2 Les minima sociaux

Les minima sociaux peuvent être versées par la CNAF, la CCMSA ou la caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) pour le minimum vieillesse.

Les minima sociaux du ménage pris en compte dans ERF5 correspondent aux prestations suivantes :

- **Revenu de solidarité active (RSA)** : prestation sociale visant à garantir un revenu minimum en fonction des ressources et de la composition du foyer. Il concerne les personnes résidant en France de plus de 18 ans (sous réserve avant l'âge de 25 ans d'avoir un enfant à charge ou d'avoir exercé une activité à temps plein durant au moins 2 ans sur les trois dernières années), qu'ils soient ou non en capacité de travailler, avec en contrepartie une obligation de chercher un travail ou de définir et suivre un projet professionnel visant à améliorer leur situation financière. Il existe sous deux formes, le RSA socle et le RSA activité. Le RSA socle s'adresse aux personnes n'exerçant aucune activité et n'ayant pas ou plus de droit au chômage ou à l'allocation de solidarité spécifique (ASS). Le RSA activité concerne les personnes exerçant une activité, même partielle, mais percevant des revenus modestes.
- **Prime exceptionnelle de fin d'année** : prime destinée aux titulaires du RSA et aux chômeurs en fin de droits percevant l'allocation spécifique de solidarité (ASS) ou l'équivalent retraite (AER). Elle est versée au mois de décembre.
- **Allocation aux adultes handicapés (AAH)** : allocation différentielle versée par l'État qui assure un revenu d'existence aux personnes handicapées pour faire face aux dépenses de la vie courante. L'AAH est attribuée à partir d'un certain taux d'incapacité déterminé par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) sous réserve de remplir des conditions de résidence, d'âge (être âgé de 20 à 60 ans) et de ressources. Cette allocation est une allocation différentielle calculée annuellement, c'est-à-dire qu'elle est versée lorsque les ressources prises en compte ajoutées au montant annuel de l'allocation dépassent le plafond applicable.
- **Allocations complémentaires à l'AAH** : en vigueur depuis le 1er juillet 2005, le complément de ressources est une allocation forfaitaire qui s'ajoute à l'AAH pour constituer une garantie de ressources (garantie de ressources pour personnes handicapées ou GRPH), et tend à compenser l'absence durable de revenus d'activité des personnes handicapées dans l'incapacité de travailler. Depuis le 1er juillet 2005, le complément d'allocation aux adultes handicapés (CAAH) est remplacé par la majoration pour la vie autonome (MVA) qui répond quasiment aux mêmes conditions, auxquelles s'ajoute l'absence de revenus d'activité. La MVA est versée automatiquement aux personnes qui remplissent certaines conditions : percevoir l'AAH, avoir un taux d'incapacité d'au moins 80 %, disposer d'un logement indépendant et ne pas percevoir de revenu d'activité à caractère professionnel propre. Cependant à titre transitoire, les personnes bénéficiant du complément AAH, avant le 1er juillet 2005, peuvent sous certaines conditions continuer à le percevoir.
- **Minimum vieillesse** : prestation garantissant un revenu minimal à toutes les personnes âgées d'au moins 65 ans (d'au moins 60 ans en cas d'inaptitude au travail) et dont les ressources sont inférieures à certains seuils. C'est une allocation différentielle et un dispositif à deux étages : minimum des avantages de base d'une part (allocations de premier étage) et l'allocation supplémentaire d'autre part (allocation de deuxième étage). Une ordonnance du 24 juin 2004 simplifie le dispositif à deux étages : une prestation unique, soumise à condition de résidence, l'allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) se substitue progressivement aux anciennes prestations des premier et deuxième étages.

## 5.8.3 Les aides au logement

Les aides au logement sont destinées à alléger les charges de remboursement des personnes qui accèdent à la propriété ou les charges de loyer des locataires. Chacune de ces aides est soumise à des conditions particulières, notamment de ressources. Elles ne peuvent être accordées qu'au titre d'une résidence principale et ne sont pas cumulables entre elles. Il existe trois types d'allocation logement dont les conditions d'attribution varient selon le statut des bénéficiaires.

- **Aide personnalisée au logement (APL)** : attribuée à une personne célibataire ou mariée, avec ou sans personne à charge, avec ou sans activité professionnelle. Le logement doit avoir

fait l'objet d'une convention entre son propriétaire et l'État (ex. les HLM). Les accédants à la propriété peuvent percevoir l'APL pour un appartement acquis avec l'aide d'un prêt aidé à l'accession à la propriété (PAP), prêt d'accession sociale (PAS) ou d'un prêt conventionné (PC). L'APL est aussi versée aux propriétaires lorsque le logement fait l'objet d'un contrat de location-accession avec un PAP, PAS ou un PC. Pour les locataires, l'APL est attribuée selon certaines conditions de ressources si le logement a fait l'objet d'une convention passée entre le bailleur et l'État.

- **Allocation logement à caractère familial (ALF)** : allocation attribuée à une personne isolée ou un couple marié qui assure au moins la charge d'une personne (enfant, personne âgée ou invalide) ou à un jeune couple marié depuis moins de 5 ans, à condition que chacun des deux époux ait moins de 40 ans lors du mariage. L'ALF permet à ses bénéficiaires de payer leur loyer, s'ils sont locataires, ou le remboursement de leur emprunt contracté pour l'achat ou encore les travaux dans le logement lorsqu'ils sont accédants à la propriété. Elle est versée sous conditions de ressources. L'ALF s'adresse à ceux qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'APL.
- **Allocation logement à caractère social (ALS)** : allocation attribuée sous condition de ressources à toute personne qui ne bénéficie ni de l'APL ni de l'ALF. Elle peut être versée que le bénéficiaire soit en chambre, en foyer, en résidence universitaire, en studio, en appartement, ou en maison. L'ALS est généralement versée directement au locataire, mais il est possible de demander à ce qu'elle soit versée directement au bailleur.

## 6 Indicateurs de distribution

### 6.1 Médiane

Dans le dispositif Filosofi, la [médiane](#) est calculé pour :

- les revenus déclarés par unité de consommation : sur l'ensemble de la population et sur la sous-population à bas revenus déclarés.
- les revenus disponibles par unité de consommation (ou niveaux de vie) : sur l'ensemble de la population et sur la sous-population pauvre.

#### **Remarque**

Disponible dès le seuil de 50 ménages ou 100 personnes, la médiane du revenu déclaré par UC ou du niveau de vie est l'indicateur le plus largement diffusé : s'il garantit le respect de la confidentialité des données individuelles, il présente aussi l'avantage de ne pas être déformé par les revenus extrêmes, contrairement à la moyenne.

### 6.2 Quartiles

Dans le dispositif Filosofi, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>ème</sup> [quartiles](#) sont calculés pour :

- les revenus déclarés par unité de consommation sur l'ensemble de la population
- les revenus disponibles par unité de consommation (ou niveaux de vie) sur l'ensemble de la population.

### 6.3 Écart interquartile

L'écart interquartile (Q3-Q1) de la distribution des revenus mesure l'éventail des revenus de la moitié des personnes répartie autour de la médiane (écartant 25 % des personnes aux revenus les plus bas et 25 % des personnes aux revenus les plus élevés).

L'écart interquartile est sensible au niveau général des revenus au sein de la zone étudiée. Rapporté à la médiane, cet écart devient un indicateur de dispersion relatif, sans unité, permettant de comparer



les éventails de revenus de la moitié des personnes entre zones présentant des revenus médians différents.

Dans le dispositif Filosofi, l'écart interquartile est calculé pour :

- les revenus déclarés par unité de consommation sur l'ensemble de la population
- les revenus disponibles par unité de consommation (ou niveaux de vie) sur l'ensemble de la population.

## 6.4 Déciles

Dans le dispositif Filosofi, les [déciles](#) sont calculés pour :

- les revenus déclarés par unité de consommation sur l'ensemble de la population
- les revenus disponibles par unité de consommation (ou niveaux de vie) sur l'ensemble de la population.

Le premier décile (D1) et le dernier décile (D9) sont également calculés pour :

- les revenus déclarés par unité de consommation sur la sous-population à bas revenus déclarés.
- les revenus disponibles par unité de consommation (ou niveaux de vie) : sur la sous-population pauvre.

## 6.5 Rapport interdécile

Dans le dispositif Filosofi, le [rapport interdécile des revenus](#) (D9/D1) est calculé pour :

- les revenus déclarés par unité de consommation : sur l'ensemble de la population et sur la sous-population à bas revenus déclarés.
- les revenus disponibles par unité de consommation (ou niveaux de vie) : sur l'ensemble de la population et sur la sous-population pauvre.

## 6.6 Indice de Gini

Dans le dispositif Filosofi, l'[indice de Gini](#) est calculé pour :

- les revenus déclarés par unité de consommation : sur l'ensemble de la population et sur la sous-population à bas revenus déclarés
- les revenus disponibles par unité de consommation (ou niveaux de vie) : sur l'ensemble de la population et sur la sous-population pauvre.

## 6.7 Le ratio S80/S20

Le [ratio S80/S20](#) rapporte la masse des revenus déclarés par unité de consommation ou la masse des niveaux de vie détenus par les 20% d'individus les plus favorisés à celle détenue par les 20% des individus les moins aisés. Plus le ratio est élevé, plus les inégalités sont grandes.

## 6.8 Seuil de bas revenus déclarés et seuil de pauvreté

Un individu est considéré comme personne à bas revenus déclarés lorsqu'il vit dans un ménage dont le revenu déclaré par UC est inférieur au **seuil de bas revenus déclarés**. Le seuil est déterminé à partir des revenus déclarés par UC de l'ensemble de la population. Eurostat et les pays européens utilisent en général le seuil à 60% de la médiane des revenus déclarés par UC.

Un individu est considéré comme pauvre lorsqu'il vit dans un ménage dont le niveau de vie est inférieur au [seuil de pauvreté](#). Le seuil est déterminé à partir des niveaux de vie de l'ensemble de la population. Eurostat et les pays européens utilisent en général le seuil à 60% de la médiane des niveaux de vie.

## 6.9 Taux de bas revenus déclarés et taux de pauvreté

Le **taux de bas revenus déclarés** au seuil de 60% (respectivement 50%, 40%) correspond à la part de la population sous le seuil de 60% (respectivement 50%, 40%) du revenu déclaré par UC médian calculé au niveau France métropolitaine.

Le [taux de pauvreté](#) au seuil de 60% (respectivement 50%, 40%) correspond à la part de la population sous le seuil de 60% (respectivement 50%, 40%) du niveau de vie médian calculé sur la France métropolitaine.

## 6.10 L'intensité des bas revenus déclarés et l'intensité de la pauvreté

L'**intensité des bas revenus déclarés** mesure l'écart relatif entre le revenu déclaré par UC médian des personnes à bas revenus déclarés et le seuil de bas revenus, défini à 60% du revenu déclaré par UC médian calculé sur la France métropolitaine. Il indique si les revenus déclarés par UC des personnes à bas revenus déclarés sont éloignés du seuil ou pas.

Formellement, l'intensité des bas revenus est calculée de la manière suivante : (seuil de bas revenus - revenu déclaré par UC médian de la population sous le seuil de bas revenu) / seuil de bas revenus.

L'[intensité de la pauvreté](#) mesure l'écart relatif entre le niveau de vie médian des personnes pauvres et le seuil de pauvreté, défini à 60% du niveau de vie médian calculé sur la France métropolitaine. Il indique si les niveaux de vie des personnes pauvres sont éloignés du seuil ou pas.

Formellement, l'intensité de la pauvreté est calculée de la manière suivante : (seuil de pauvreté - niveau de vie médian de la population pauvre) / seuil de pauvreté.

## 6.11 L'indice de Sen des bas revenus déclarés ou de la pauvreté

L'**indice de Sen des bas revenus déclarés** est un indice synthétique de bas revenus déclarés : il tient compte du taux de bas revenus déclarés au seuil de 60%, de l'intensité des bas revenus déclarés, et de l'inégalité de répartition des revenus déclarés par UC parmi les personnes à bas revenus déclarés.

L'**indice de Sen de la pauvreté** est un indice synthétique qui tient compte du taux de pauvreté, de l'intensité de la pauvreté, et de l'inégalité de répartition des niveaux de vie parmi les personnes pauvres.

La définition de l'indice de Sen est la suivante :

$S = T \times [I + (1 - I) \times G]$  avec

- T = part de la population à bas revenus déclarés pour un seuil de 60% (ou taux de pauvreté à 60%),
- I = indicateur d'intensité des bas revenus déclarés (ou indicateur d'intensité de la pauvreté)
- G = indice de Gini du revenu déclaré par UC calculé sur la sous-population à bas revenus déclarés (ou indice de Gini du niveau de vie calculé sur la sous-population pauvre).

## 6.12 Part des ménages imposés (en %)

La part des ménages imposés est le pourcentage des « ménages fiscaux » qui ont un impôt à acquitter au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP). L'impôt à acquitter pour un "ménage fiscal" correspond à la somme des impôts à acquitter par les foyers fiscaux qui le composent.

## 7 Indicateurs de structure

<b>Composition du revenu déclaré</b> Il s'agit de la part des revenus tels qu'ils figurent dans la déclaration des impôts	<b>Composition du revenu disponible</b> Il s'agit de la part brute de CSG et CRDS
<a href="#">Part des traitements et salaires</a>	
Hors indemnités de chômage	Y compris indemnités de chômage
<a href="#">Part des indemnités de chômage</a>	
<a href="#">Part des pensions, retraites et rentes</a>	
<a href="#">Part des revenus d'activités non salariées</a>	
<a href="#">Part des autres revenus</a>	<a href="#">Part des revenus du patrimoine</a>
	<a href="#">Part de l'ensemble des prestations sociales</a>
	<a href="#">dont part des prestations familiales</a>
	<a href="#">dont part des minima sociaux</a>
	<a href="#">dont part des prestations logement</a>
	<a href="#">Part des impôts</a>

Dans la part du revenu déclaré, les montants sont nets de cotisations sociales patronales et salariales à l'exception de la part de CSG non déductible et de la CRDS, imposables à l'impôt sur le revenu.

### 7.1 Part des traitements et salaires (en %)

La part des traitements et salaires est le pourcentage que représentent les revenus d'activités salariées dans le total des revenus de la zone.

Il s'agit des salaires ou traitements (y compris de source étrangère lorsqu'ils sont imposables en France), de certaines commissions comme la participation aux bénéfices, mais aussi de diverses indemnités (indemnités de congés payés...) ou des pourboires, etc. Sont également inclus les avantages en nature, les plus courants étant le logement et la voiture de fonction. On trouve également sous cette rubrique les gains que tirent de leur activité les dirigeants de société anonyme (PDG, DG, membres du directoire, certains gérants de société ou associés), les produits de droits d'auteur perçus par les écrivains et les compositeurs lorsqu'ils sont déclarés par des tiers, certaines allocations de préretraite et les indemnités journalières de maladie.

Le montant des traitements et salaires retenus est le « net imposable » de la fiche de paye, reporté sur la déclaration de revenus, avant déductions et abattements accordés par la législation fiscale.

## 7.2 Part des indemnités de chômage (en %)

La part des indemnités de chômage est le pourcentage que représentent les indemnités de chômage dans le total des revenus déclarés de la zone.

## 7.3 Part des pensions, retraites et rentes (en %)

La part des pensions, retraites et rentes est le pourcentage que représentent les pensions, retraites et rentes dans le total des revenus de la zone.

Cette rubrique regroupe les pensions de retraite, certaines pensions d'invalidité, les pensions alimentaires reçues et les rentes viagères à titre gratuit ou onéreux. Les pensions alimentaires versées ont été déduites. Les rentes viagères à titre gratuit (c'est-à-dire sans contrepartie) sont celles reçues en vertu d'un acte de donation ou d'un testament. Les rentes viagères à titre onéreux sont celles perçues en contrepartie de la vente d'un bien en viager (immeuble, fonds de commerce...), de rentes constituées auprès des compagnies d'assurances moyennant le versement d'un capital en espèces, etc.

## 7.4 Part des revenus d'activités non salariées (en %)

La part des revenus d'activités non salariées (bénéfices) est le pourcentage que représentent les revenus d'activités non salariées dans le total des revenus de la zone.

Trois catégories de revenus sont agrégées : les revenus agricoles, les revenus industriels et commerciaux, et les revenus non-commerciaux du ménage.

Les revenus agricoles sont des revenus réalisés par les exploitants individuels ou par les membres de sociétés ou groupements non passibles de l'impôt sur les sociétés (notamment les groupements agricoles d'exploitation en commun - GAEC -, les groupements fonciers agricoles - GFA - et les groupements d'intérêts économiques - GIE) et tirés de l'exploitation des biens ruraux.

Les revenus industriels et commerciaux sont des revenus réalisés par les personnes physiques, tirés d'activités industrielles, commerciales ou artisanales ayant la forme d'une entreprise individuelle.

Les revenus non commerciaux sont des revenus des professions libérales (médecins, architectes, artistes peintres,...), des produits des charges et offices (huissiers, notaires, commissaires-priseurs,...), des droits d'auteur perçus par les écrivains et compositeurs, par leurs héritiers ou légataires, des produits ne relevant d'aucune autre catégorie (guérisseurs et autres rebouteux,...). C'est donc une catégorie qui recouvre des sources extrêmement variées de revenus.

Les montants retenus sont les bases avant abattements éventuels pour association de gestion. En outre, les revenus déclarés peuvent être négatifs (déficits).

Ainsi, selon le régime fiscal dont relève l'activité, le revenu déclaré par l'indépendant peut être un bénéfice ou un déficit ou un chiffre d'affaire hors TVA. En présence de chiffre d'affaires, on applique les abattements fiscaux mis en place par le législateur pour obtenir un concept de bénéfice fiscal imposable. Les revenus déclarés par les indépendants tiennent compte de l'abattement de 10 % pour frais professionnels qui s'applique aux salaires. Par contre, les salaires déclarés sur la déclaration de revenus le sont avant abattement.

## 7.5 Part des autres revenus ou part des revenus du patrimoine (en %)

La part des autres revenus est le pourcentage que représentent les revenus du patrimoine et autres revenus dans le total des revenus déclarés de la zone.

Ils comprennent essentiellement des revenus du patrimoine : les revenus des valeurs et capitaux mobiliers imposables au titre de l'IRPP (impôt sur le revenu des personnes physiques) ainsi que les produits de placement soumis à prélèvement libératoire indiqués sur la déclaration de revenus (ce qui exclut les revenus défiscalisés comme le livret A et une

partie des produits de placements soumis à prélèvement libératoire non déclarés), les revenus fonciers nets (loyers, fermages, parts de SCI, affichage), les revenus accessoires (Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC) non professionnels, Bénéfices Non Commerciaux (BNC) non professionnels, et recettes brutes de locations meublées non professionnelles).

Dans la composition du revenu disponible, la catégorie « autres revenus » correspond à la catégorie « revenus du patrimoine », elle comprend également les revenus financiers non soumis à déclaration et imputés par l'Insee.

## 7.6 Part des prestations sociales (en %)

La part des prestations sociales est le pourcentage que représentent les prestations sociales (prestations familiales, prestations logement et minima sociaux) dans le total des revenus de la zone.

## 7.7 Part des prestations familiales (en %)

La part des prestations familiales est le pourcentage que représentent les aides versées par la CAF ou la MSA aux familles suite à la naissance d'un enfant ou pour compenser partiellement les dépenses engagées pour la subsistance et l'éducation des enfants : Allocations familiales (AF), Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE), Complément familial (CF), Allocation de soutien familial (ASF)... dans le total des revenus de la zone.

## 7.8 Part des minima sociaux (en %)

La part des minima sociaux est le pourcentage que représentent les aides versées par la CAF, la CNAV ou la MSA pour assurer un revenu minimal à une personne (ou une famille) en situation de précarité : Revenu de solidarité active (RSA), Allocation adulte handicapés (AAH), minimum vieillesse.... dans le total des revenus de la zone.

## 7.9 Part des prestations logement (en %)

La part des prestations logement est le pourcentage que représentent les aides versées par la CAF ou la MSA pour réduire les dépenses de logement des familles : Allocation logement à caractère familial (ALF), Aide personnalisée au logement (APL), Allocation de logement à caractère social (ALS). dans le total des revenus de la zone.

## 7.10 Part des impôts (en %)

La part des impôts est le pourcentage que représentent les impôts directs (déduction faite de la Prime pour l'emploi - PPE) : impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS, prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et prélèvement forfaitaire libératoire sur valeurs mobilières. dans le total des revenus de la zone.

L'impôt sur le revenu retenu pour calculer le revenu disponible est l'impôt portant sur les revenus de l'année en cours (N), payé en réalité l'année suivante (N+1).

# 8 Les variables sociodémographiques

Les variables sociodémographiques disponibles dans Filosofi sont celles qui existent dans la déclaration de revenus. Ainsi on ne dispose pas, par exemple, de la catégorie socioprofessionnelle ni de l'âge exact des enfants, mais simplement de leur année de naissance, au contraire de l'enquête Revenus fiscaux et sociaux (ERFS), qui permet de disposer de l'ensemble des variables collectées dans le cadre de l'enquête Emploi.

Le dispositif Filosofi permet l'analyse des revenus selon l'âge du référent fiscal (par tranches d'âge), la taille du ménage, le type de ménage (couple avec enfants, famille monoparentale, personne seule, etc..), le statut d'occupation du logement et l'origine principale des revenus déclarés.

## 8.1 Les tranches d'âge du référent fiscal

Les indicateurs sont déclinés selon 6 sous-populations en fonction de l'âge du référent fiscal (cf. définition du référent fiscal) :

- Moins de 30 ans
- 30-39 ans
- 40-49 ans
- 50-59 ans
- 60-74 ans
- 75 ans et plus

## 8.2 La taille du ménage

Les indicateurs sont déclinés selon 5 sous-populations en fonction du nombre de personnes au sein du ménage :

- 1 personne
- 2 personnes
- 3 personnes
- 4 personnes
- 5 personnes et plus

## 8.3 Le statut d'occupation du logement

Les indicateurs sont déclinés selon deux sous-populations, en fonction du statut d'occupation du logement par le ménage :

- Propriétaire
- Locataire

## 8.4 Le type de ménage

Les indicateurs sont déclinés selon 6 sous-populations :

- Famille monoparentale
- Couple sans enfant
- Couple avec enfant(s)
- Ménage complexe
- Femme seule
- Homme seul

Le type de ménage est déterminé à partir des personnes présentes dans les foyers fiscaux. Les déclarations fiscales ne permettent en effet pas de connaître tous les liens familiaux. Par ailleurs, il peut y avoir plusieurs foyers fiscaux, donc plusieurs déclarations de revenus, pour un même ménage fiscal. Il est donc nécessaire d'estimer à partir des informations disponibles les liens familiaux les plus probables entre les membres du ménage.

Les couples mariés ou pacsés sont clairement identifiés. Les liens de concubinage sont quelquefois connus, mais ce n'est pas toujours le cas. Lorsqu'un homme et une femme cohabitent dans le même logement, et lorsque la différence d'âge est inférieure à 15 ans, on considère que ces deux personnes vivent en concubinage et constituent un couple. Cette méthode ne prend pas en compte les couples de même sexe sauf s'ils sont pacsés, mariés ou concubins TH et on peut considérer comme concubins des personnes qui ne le sont pas (frère et sœur, par exemple).

Pour reconstituer le type de ménage, nous estimons si les personnes seules déclarant un revenu dans un ménage peuvent être les enfants d'un couple de référence du ménage ou de la personne. Lorsqu'il y a plusieurs couples ou que les différences d'âge ne permettent pas de considérer que des liens parents-enfants sont plausibles, le ménage est classé en « ménage complexe ».

Cependant, il n'y a pas de limite d'âge aux enfants. Cela signifie qu'un déclarant de 60 ans qui vit avec un déclarant de 90 ans, sont considérés comme une famille monoparentale au même titre qu'un ménage comprenant un déclarant de 30 ans avec une personne de 5 ans.

## 8.5 L'origine principale des revenus déclarés

Cette variable sociodémographique permet d'identifier une catégorie sociale dominante dans le ménage en prenant le type de revenu qui représente la part la plus importante du revenu total déclaré par le ménage.

Les indicateurs sur le revenu sont déclinés selon 6 sous-populations en fonction de l'origine principale des revenus :

- Salaires et traitements hors indemnités de chômage
- Indemnités de chômage
- Revenus d'activités non salariées
- Pensions, retraites et rentes
- Autres revenus
- Revenus déclarés négatifs ou nuls

## 9 Diffusion supracommunale

### 9.1 Les zonages diffusés

Les indicateurs pour la France métropolitaine sont mis à disposition sur [insee.fr](http://insee.fr) sur des zonages standards fixes.

Nom du code géographique	Intitulé
METROPOLE	France métropolitaine
REG	Région
REG2016	Nouvelle région au 1 <sup>er</sup> janvier 2016
DEP	Département
ARR	Arrondissement
COM	Commune entière
EPCI	Groupements de communes à fiscalité propre en vigueur au 01/01/2013
AU2010	Aire urbaine 2010
UU2010	Unité urbaine 2010
ZE2010	Zone d'emploi en 2010

### 9.2 Les seuils de diffusion

La liste des indicateurs disponibles varie selon les seuils de population (nombre de ménages fiscaux ou population fiscale).

Pour les comptages (nombre de ménages fiscaux, nombre de personnes, nombre d'unité de consommation), les seuils de diffusion sont définis à partir du nombre total de ménages ou de personnes dans les ménages fiscaux (hors sans-abri et structures collectives).

Pour les indicateurs sur le revenu déclaré et sur le revenu disponible, les seuils de diffusion sont définis à partir du nombre total de ménages ou de personnes dans les ménages fiscaux dont respectivement le revenu déclaré ou le revenu disponible est positif ou nul :

- aucun indicateur n'est diffusé pour les zones de moins de 50 ménages et moins de 100 personnes,
- 4 indicateurs sont diffusés pour les zones d'au moins 50 ménages ou 100 personnes,
- tous les indicateurs sont diffusés pour les zones d'au moins 1 000 ménages ou 2 000 personnes.

Les indicateurs relatifs aux personnes à bas revenus déclarés sont diffusés sous réserve, en outre, d'au moins 200 personnes à bas revenus déclarés.

Dans les zones comptant au moins 1 000 ménages ou 2 000 personnes, la plupart des indicateurs sont, en plus, déclinés par critère sociodémographique :

- tranche d'âge du référent fiscal,
- taille du ménage
- statut d'occupation du logement
- type de ménage
- origine principale du revenu déclaré
- décile de revenu par unité de consommation (uniquement la composition du revenu)

Les résultats par critère sociodémographique sont diffusés sous réserve d'au moins 200 personnes par sous-population ; s'il y a moins de 11 ménages pour une des sous-populations associée à un critère sociodémographique, aucun résultat ne sera diffusé selon ce critère sociodémographique.

Les indicateurs relatifs aux personnes à bas revenus déclarés sont disponibles également par critère sociodémographique, pour les sous-populations d'au moins 200 personnes à bas revenus déclarés et sous réserve d'au moins 11 ménages à bas revenus déclarés dans chacune des sous-populations associées au critère sociodémographique (par exemple pour chacune des tranches d'âge).

## 10 Aide à l'analyse

Le taux de pauvreté est un indicateur qu'il convient de manier avec précaution.

**Le taux de pauvreté ne prend pas en compte la distribution des personnes sous le seuil de pauvreté.** Par exemple, un taux de pauvreté de 10 % peut correspondre aussi bien au fait que 10 % des individus ont un niveau de vie de 0 euros ou au fait que 10% des individus ont un niveau de vie proche du seuil de pauvreté ! L'utilisation d'un indicateur comme l'intensité de la pauvreté ou la médiane des revenus des personnes sous le seuil de pauvreté peut permettre de relativiser le taux de pauvreté.

**Le concept de revenu disponible et de niveau de vie utilisé ici est à utiliser avec précaution car il ne prend en compte que des composantes monétaires** et exclut les prestations en nature **On ne prend pas en compte les prestations extralégales relevant de dispositifs locaux** (départements, communes). Ces prestations, quelquefois en nature (transports gratuits, etc.) contribuent également à améliorer la situation des plus pauvres. Il s'agit uniquement ici de constater une situation avant une éventuelle action locale.

## 11 Mise à disposition des données

Les données de niveau communal, supracommunal sont disponibles sous forme de bases téléchargeables sur le site de l'Insee, rubrique [Données locales](#).





## 12 Indicateurs et sources sur les revenus et la pauvreté

Les approches de la pauvreté sont nombreuses et diversifiées. On peut distinguer des approches objectives, basées sur les revenus ou sur les conditions de vie, et des approches subjectives, basées sur la perception qu'a chacun de ses propres conditions de vie. En France, la notion de pauvreté la plus couramment utilisée reste la pauvreté monétaire relative (approche objective basée sur les revenus).

Le **taux de pauvreté monétaire (utilisé dans ERFS et Filosofi)** est défini comme la proportion d'individus ayant un niveau de vie inférieur à un certain seuil, le seuil de pauvreté. Lorsque ce seuil est calculé par rapport à la médiane de la distribution des niveaux de vie, on parle de pauvreté monétaire **relative**. Les seuils traditionnellement retenus par l'Insee et l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale sont fixés à 60 % ou à 50 % du niveau de vie médian, le seuil à 60 % étant privilégié en Europe et en France. C'est ce seuil qui est retenu dans Filosofi.

*Des notions de **pauvreté en conditions de vie** sont également fréquemment étudiées. Elles peuvent être appréhendées au travers d'enquêtes, notamment SRCV (Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie) grâce à différents indicateurs représentant la contrainte budgétaire, les restrictions de consommation, les retards de paiement et les difficultés de logement des ménages. Elle se justifie par le fait qu'une faiblesse des revenus ne s'accompagne pas toujours de conditions de vie difficiles. Par exemple, l'information qu'apporte le revenu d'un ménage ne tient pas compte de son patrimoine, des différents biens durables qu'il a pu acquérir, ni des transferts entre ménages, ni du niveau local des prix. A l'inverse, certains ménages ne faisant pas partie des plus pauvres au sens monétaire peuvent rencontrer d'importantes difficultés en termes de conditions de vie. De plus, les difficultés de conditions de vie comportent aussi un certain degré de subjectivité qu'un montant de revenu déclaré n'exprime pas.*

*Les **travailleurs pauvres** sont les personnes qui, tout en ayant travaillé au moins une partie de l'année, sont en situation de pauvreté monétaire, c'est-à-dire vivent dans un ménage dont l'ensemble des revenus ne suffit pas à offrir à ses membres un niveau de vie supérieur au seuil de pauvreté.*

<b>Sources</b>	<b>Origine</b>	<b>Champ</b>	<b>Unité</b>	<b>Concept</b>	<b>Thème</b>	<b>Géographique</b>
<p><b>IRPP</b> <b>Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques</b></p> <p>Ces fichiers donnent des informations sur les foyers fiscaux, les revenus nets imposables, le montant de l'impôt</p>	Données fiscales	Tous les déclarants	Foyers fiscaux	Foyers fiscaux, Revenus nets imposables	IRPP	Local (commune)
<p><b>Filosofi</b> <b>Fichier Localisé Social et Fiscal</b></p> <p>Mesure des revenus déclarés, disponibles, des niveaux de vie et de la pauvreté monétaire</p>	Données fiscales et sociales	Ménages ordinaires ayant déclaré des revenus l'année N	Ménages fiscaux	Revenu déclaré et revenu disponible	Disparités territoriales de revenu déclaré, de niveau de vie et de pauvreté	Supra et infra communal
<p><b>RFL</b> <b>Revenus Fiscaux localisés des ménages</b></p> <p>mesure locale des revenus déclarés, à des niveaux géographiques communaux, supra communaux et infra communaux</p>	Données fiscales	Ménages ordinaires	Ménages fiscaux	Revenu fiscal déclaré (hors prestations sociales)	Disparités territoriales de revenu	Supra et infra communal
<p><b>RDL</b> <b>Revenus Disponibles Localisés</b></p> <p>mesure des revenus disponibles, des niveaux de vie et de la pauvreté monétaire</p>	Données fiscales	Ménages ordinaires	Ménages fiscaux	Revenu disponible (y compris prestations sociales imputées)	Disparités territoriales de niveau de vie et de pauvreté	Départementale et régional
<p><b>CAF</b> <b>Caisses d'Allocations Familiales</b></p> <p>source complémentaire pour la mesure de l'exclusion à un niveau géographique fin</p>	Données des CAF	Allocataires des CAF	Foyers d'allocataires	Revenu disponible avant impôts	Disparités territoriales de bas revenu	Local y compris infra communal

<p style="text-align: center;"><b>ERFS</b> <b>Enquête Revenus Fiscaux et Sociaux</b></p> <p>source de référence au niveau national pour la mesure des niveaux de vie et de la pauvreté monétaire. Elle permet de disposer de statistiques détaillées selon les principaux critères sociodémographiques (âge, CS, type de ménage ...)</p>	Enquête emploi, données fiscales et sociales	Ménages ordinaires (hors ménages étudiants)	Ménages et individus (échantillon de 58 000 ménages)	Revenu disponible (y compris prestations sociales réelles)	Disparités sociales et inégalités de revenu, pauvreté	National
<p style="text-align: center;"><b>SRCV</b> <b>Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie</b></p> <p>une source à vocation européenne pour la mesure des niveaux de vie, de la pauvreté monétaire et de la pauvreté en conditions de vie</p>	Enquête statistique, données fiscales et sociales	Ménages ordinaires	Ménages (échantillon de 14 000 ménages)	Revenu disponible (y compris prestations sociales et transferts)	Revenu, conditions de vie	National
<p style="text-align: center;"><b>RDB</b> <b>Revenu Disponible Brut</b></p> <p>comptabilité nationale : le RDB des ménages, une approche macroéconomique du concept de revenu</p>	Comptes nationaux	Ensemble des ménages	Secteur institutionnel des ménages	Revenu disponible brut	Masse de revenus : niveau et évolution	Macro National

## 12.1 ANNEXE : particularités territoriales

Les communes de la liste suivante ne sont pas prises en compte.

Communes à particularités	Explication	Conséquences dans la diffusion des données	
29083 Ile-de-Sein 29084 Ile-Molène	Elles sont absentes du fichier de la Taxe d'Habitation (un très ancien décret exonère ces deux îles de la Taxe d'Habitation).	Ces 10 communes sont donc à « <b>valeur manquante</b> »	
09304 Suzan*	Ces communes sont sans habitant ou sans habitant soumis à la taxe d'habitation		
26274 Rochefourchat			
55039 Beaumont-en-Verdunois			
55050 Bezonvaux			
55139 Cumières-le-Mort-Homme			*Les ménages de Suzan sont comptés dans la commune La Bastide, commune qui entoure Suzan
55189 Fleury-devant-Douaumont			
55239 Haumont-près-Samogneux			
55307 Louvemont-Côte-du-Poivre			